

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU**

DE LA SÉANCE DU JEUDI 19 SEPTEMBRE 2024 A 18 H 30

Foyer Saint Maurice, 3 bis rue Principale 68118 HIRTZBACH

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 13 septembre 2024

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Bernard BUBENDORF, Nathalie BUCHER, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Jean-Marie FREUDENBERGER, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Agnès HARNIST, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Rita HELL, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, André LEHMES, Michel LERCH, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Estelle MIRANDA, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL (à partir du point 14), Gérard RENGGLI, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Christophe SENNELIN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Patrick STEMMELIN, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Christian SUTTER (jusqu'au point 6), Aurélio TOLOSA, Richard VONAU, Jean-Luc WAECKERLI, Philippe WAHL, François WALCH, Hervé WALTER, Fernand WIEDER, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Mesdames et Messieurs, Anne-Marie BIANCOTTI, Danielle CORDIER, Madeleine GOETZ, Clément LIBIS, Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote :

Monsieur Antoine ANTONY a donné procuration à Madame Agnès LORENTZ,
Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Joseph BERBETT,
Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Monsieur Bertrand IVAIN,
Monsieur François COHENDET a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Monsieur Sylvain GABRIEL a donné procuration à Monsieur Philippe WAHL,
Monsieur Christian LERDUNG a donné procuration à Monsieur Jean ZURBACH,
Monsieur Jean-Marc METZ a donné procuration à Madame Doris BRUGGER,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER,
Madame Marielle THOMANN a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA-SIEVERT,
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER (jusqu'au point 6).

Étaient excusés sans représentation :

Mesdames et Messieurs, Fabienne BAMOND, Delphine FELLMANN, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Nicolas JANDER, Véronique LIDIN, Isabelle PI-JOCQUEL (jusqu'au point 13), Philippe RUFI, Raphaël SCHMIDLIN, Rémi SPILLMANN, Isabelle STEFFAN, Christian SUTTER (à partir du point 7), Jean WEISENHORN (à partir du point 7), Hervé WERMUTH, Chantal WISS.

Étaient non excusés : (9)

Mesdames et Messieurs, Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Thierry DOLL, Hugues DURAND, Jean-Claude EGGENSPILLER, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Jean-Claude SCHIELIN.

Ordre du jour :

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE.....	111
2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 JUIN 2024	111
3. ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2024.....	111
4. ADMISSION EN NON-VALEUR ET CREANCES ETEINTES 2024	112
5. ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	113
6. DECISION MODIFICATIVE N°3	115
7. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS.....	116
8. MISE EN ŒUVRE DES REVALORISATIONS SALARIALES EN VUE DU VERSEMENT DU BONUS « ATTRACTIVITE » PAR LA CAF	117
9. DEMANDE DE CO FINANCEMENT LEADER.....	118
10. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE 2023.....	118
11. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT 2023 ...	119
12. DEBAT ET RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS - SECTEUR ILLFURTH	119
13. DEBAT ET RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS - SECTEUR ALTKIRCH.....	120
DEBAT ET RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS SECTEUR - ILL ET GERSBACH 121	
14. MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME D'OLTINGUE : DECISION DE REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	122
15. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE ET D'ELIMINATION DES DECHETS 2023.....	122
16. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL	123
17. DIVERS.....	125

En préambule à la séance Monsieur Robert MONA, Maire honoraire de la commune de Fislis, ancien entrepreneur, Chevalier de la Légion d'honneur, présente Mathieu TSCHUPP, d'Obermorschwiller, pour son parcours exceptionnel et exemplaire dans le domaine automobile. Ce dernier a été récompensé de nombreuses médailles lors de concours auxquels il a participé au niveau régional et national. Il s'est vu remettre dernièrement la médaille de la Légion d'Honneur Nationale. Malgré les difficultés rencontrées dans son enfance (dyslexie, dysorthographe) il encourage les jeunes à croire en leurs rêves et leur potentiel et toujours aller de l'avant peu importe les obstacles.

A la suite de cette première présentation, Madame Catherine KAST, Directrice de France Travail, antenne d'Altkirch et Monsieur Joseph CUA, Directeur Territorial, présentent les chiffres clés des différentes typologies des demandeurs d'emploi sur notre territoire et rappellent aux élus leur disponibilité pour répondre aux besoins spécifiques selon les demandes de leurs administrés.

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Benoît KENNARD est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 JUIN 2024

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 27 juin 2024.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 27 juin 2024.

3. ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2024

Le Président rappelle que les associations qui sollicitent la Communauté de communes Sundgau pour l'obtention d'une subvention ont déposé un dossier de demande conformément au règlement d'attribution des subventions, faisant notamment apparaître le bilan financier N-1 et le budget prévisionnel.

Il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- Ecole de Musique du Sundgau : 3 000 € ;
- Comité des fêtes et d'entente des sociétés de Hochstatt – organisation d'une séance de cinéma en plein air : 1 000 €.

Lors de sa séance du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'attribuer les subventions suivantes :

- 3 000 € à l'Ecole de Musique du Sundgau ;
- 1 000 € au Comité des fêtes et d'entente des sociétés de Hochstatt.

Il dit que les subventions seront imputées au budget principal 2024, chapitre 65, article 65748, où les crédits nécessaires ont été inscrits

4. ADMISSION EN NON-VALEUR ET CREANCES ETEINTES 2024

Les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'irrécouvrabilité peut trouver son origine :

- dans la situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers, etc.) ;
- dans le refus de l'ordonnateur d'autoriser les poursuites ;
- l'échec des tentatives de recouvrement ;
- une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à l'EPCI créancier et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

L'admission en non-valeur n'empêche pas la perception de la recette ultérieurement.

Pour l'exercice 2024, le montant des admissions en non-valeur est le suivant (au compte 6541) :

- 00200 – budget général : 2 799,90 € ;
- 00210 – budget valorisation des déchets : 19 477,09 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 16 708,63 €.

D'autre part, d'autres usagers bénéficient d'un effacement de leur dette, enregistré sur le compte des créances éteintes.

Il est proposé d'inscrire sur l'exercice 2024 les créances éteintes suivantes au compte 6542 :

- 00210 – budget valorisation des déchets : 2 822,41 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 2 537,41 €.

Le Bureau, lors de sa séance du 5 septembre dernier, a émis un avis défavorable pour inscrire sur l'exercice 2024 les admissions en non-valeurs. Parallèlement, il a émis avis favorable pour inscrire sur l'exercice 2024 les créances éteintes ci-dessus.

Le Conseil, après en avoir délibéré par 66 voix pour, 0 abstention et 1 contre, refuse les admissions en non-valeur des créances irrécouvrables suivantes :

- 00200 – budget général : 2 799,90 € ;
- 00210 – budget valorisation des déchets : 19 477,09 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 16 708,63 €.

Il approuve l'enregistrement des créances éteintes suivantes :

- 00210 – budget valorisation des déchets : 2 822,41 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 2 537,41 €.

Il décide d'affecter cette dépense au compte 6542 des budgets concernés.

5. ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Le Président précise qu'il convient d'actualiser les autorisations de programme existantes, et les crédits de paiement en découlant, comme suit :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE D'AFFECTATION	MONTANT DES CP (€ TTC)								
	(€ TTC)		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
AP 5	— 2 536 116,56 €										
Construction d'un ALSH à Spechbach	2 561 635,56 €	2313	964,00 €	6 247,00 €	2 809,00 €	23 649,39 €	95 373,99 €	304 680,15 €	723 392,03 €	1 067 745,64 €	336 774,36 €

Augmentation du montant de l'AP de 25 520 € et des CP de 2024 du même montant.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE D'AFFECTATION	MONTANT DES CP (€ TTC)			
	(€ TTC)		2021	2022	2023	2024
AP 19	— 2 038 060,80					
Médiathèque à Ferrette	2 175 310,80 €	2313	46 262,45 €	660 250,80 €	985 308,40 €	252 648,78 €
		2188				230 840,37 €

Augmentation du montant de l'AP pour solde de travaux de 2 000 € et l'achat de livres pour 135 250 € et des CP de 2024 des mêmes montants.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE D'AFFECTATION	MONTANT DES CP (€ TTC)		
	(€ TTC)		2023	2024	2025
AP 26	2 718 946,97 €				
SIEGE ALTKIRCH - RENOVATION ENERGETIQUE (PHASE APS)	3 006 381,31 €	2313	1 763,52 €	721 280,64 €	2 283 337,15 €

Augmentation de l'AP de 287 434,34 € à la suite de l'attribution des marchés et diminution des CP de 2024 de 243 865 € en raison d'un décalage dans le planning des travaux.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE D'AFFECTATION	MONTANT DES CP (€ TTC - HT)	
	(€ HT)		2023	2024
AP 27	80 672,00 €			
BORNES RECHARGES	77 411,74 €	2318	17 475,53 €	63 196,47 €

Rectification des crédits votés de l'AP de TTC à HT.

BUDGET 00239 : BUDGET EAU POTABLE REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP		
			(€ HT)		
AP 10-10			2023	2024	2025
BENDORF : réservoir La Saboterie	500 000,00 €	2317	- €	175 000,00 €	300 000,00 €
		2031		25 000,00 €	

Transfert de 25 000 € de CP du compte 2317 au 2031 pour des études.



OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)	
AP 10-14	— 202 125,00 €		2023	2024
WALDIGHOFFEN - rue de Bâle	262 125,00 €	2315	2 125,00 €	260 000,00 €

Augmentation de l'AP de 60 000 € et des CP de 2024 du même montant.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)	
AP 10-17	— 157 862,00 €		2024	2025
DURMENACH - rue de la Gendarmerie	167 862,00 €	2317	99 588,00 €	68 274,00 €

Augmentation de l'AP de 10 000 € et des CP de 2024 du même montant.

BUDGET 00203 : BUDGET ASSAINISSEMENT REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)						
AP 20-5	1 832 000,00 €		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
RUEDERBACH : travaux d'assainissement	1 832 000,00 €	2315	- €	5 800,00 €	900,00 €	- €	391 000,00 €	1 309 000,00 €	125 300,00 €

Transfert de CP de 309 000 € de 2024 sur 2025.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	COMPTE	MONTANT DES CP (€ HT)	
AP 20-15	— 500 000,00 €		2023	2024
ILLTAL-OBERDORF - tranche 3	809 000,00 €	2315	8 476,00 €	800 524,00 €

Augmentation de l'AP de 309 000 € et des CP 2024 du même montant.

Lors de sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité, modifie les autorisations de programme et crédits de paiements comme exposé ci-avant par son Président.

6. DECISION MODIFICATIVE N°3

Il convient d'apporter les modifications budgétaires suivantes :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

Gestionnaire	Fonction	Nature	Opération	Chapitre	Antenne	HT	Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
								DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
MEDIAFERR	313	2313	AP19	23	TECH	N	MEDIA FERRETTE : ajustement crédits			2 000,00	
MEDIAFERR	313	2188	AP19	21		N	MEDIATHEQUE FERR : livres			135 250,00	
PERISPECH	331	2313	AP05	23	TECH	N	PERI SPECHBACH : avenants votés le 8/2/2024			25 520,00	
	01	2761		27		N	Marie-Pire - emprunts garantis CARSAT			19 500,00	
	01	7391118		014		N	Dégrèvements GEMAPI	4 095,00			
CULTURE	311	65748		65		N	Subvention Ecole de Musique du Sundgau complément	3 000,00			
ADMIN	020	65748		65		N	Subv Comité des fêtes Hochstatt - cinéma plein air	1 000,00			
DEVLOCAL	61	65568		65		N	Programme LEADER - Société d'Histoire du Sundgau	2 500,00			
	020	64111		012		N	Rémunérations : ajustements crédits	350 000,00			
	01	777		042		N	Amortissements : ajustements crédits		26 000,00		
	01	13911		040		N	Amortissements : ajustements crédits			26 000,00	
PERIWALDI	331	1312		13		N	PERI WALDIG : SUBVENTION FEDER				299 000,00
ADMIN	020	2313	AP26	23	TECH	N	BAT 3 : Prélèvements crédits			-243 865,00	
	01	021		021		N	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : équilibre				-334 595,00
	01	023		023		N	VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT : équilibre	-334 595,00			
TOTAL								26 000,00	26 000,00	- 35 595,00	- 35 595,00

La section d'investissement est présentée en suréquilibre, selon le détail ci-dessous :

	DEPENSES	RECETTES	SUR EQUILIBRE
BUDGET PRIMITIF	8 512 929,00	12 159 967,00	3 647 038,00
DM1	8 812 929,00	12 119 967,00	3 307 038,00
DM2	9 486 389,00	12 094 467,00	2 608 078,00
DM3	9 450 794,00	12 058 872,00	2 608 078,00

BUDGET 00239 : BUDGET EAU REGIE

Nature	Opération	Chapitre	HT	Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
					DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
139118		040	O	Amortissements - crédits complémentaires			102,00	
2317	AP 10-10	23	O	Bendorf : réservoir de la Saboterie - transfert de crédits			- 25 000,00	
2031	AP 10-10	20	O	Bendorf - réservoir : études - ajout de crédits			25 000,00	
2315	AP 10-14	23	O	Waldighoffen : ajustement des crédits			60 000,00	
2315	AP10-17	23	O	Durmenach Rue de la Gendarmerie - ajustement crédits			10 000,00	
2315		23	O	Prélèvements crédits dans réserve			- 70 102,00	
61523		011	O	Régularisation crédits amortissements	102,00			-
777		042	O	Amortissements - crédits complémentaires		102,00		-
TOTAL					102,00	102,00	-	-

BUDGET 00203 : BUDGET ASSAINISSEMENT

Nature	Opération	Chapitre	HT	Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
					DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
023		023	O	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 000,00			
021		021	O	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT				5 000,00
777		042	O	Amortissements - crédits complémentaires		5 000,00		
13915		040	O	Amortissements - crédits complémentaires			5 000,00	
2315	AP 20-15	23	O	ILLTAL-OBERDORF tranche 3 crédits supp			309 000,00	
2315	AP20-5	23	O	RUEDERBACH - prélèvements crédits			-309 000,00	
TOTAL					5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00

BUDGET 00225 : BUDGET HOTEL D'ENTREPRISES

Nature	Chapitre	HT	Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
				DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
6061	011	O	Prélèvement crédits	- 1 200,00			
2031	20	O	Etude projet de végétalisation de la façade HE			1 200,00	
021	021	O	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION				1 200,00
023	023	O	VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 200,00			
TOTAL				-		1 200,00	1 200,00

BUDGET 00210 : BUDGET VALORISATION DES DECHETS

Nature	Chapitre	Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2135	21	CREDITS RESERVE CHAPITRE 21	-	-	50 000,00	-
2313	23	PRELEVEMENT CREDITS	-	-	- 50 000,00	-
TOTAL			-	-	-	-

Lors de sa séance du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve les décisions modificatives telles que détaillées ci-avant.

Monsieur Christian SUTTER quitte la séance.

7. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'article L.332-23 du Code général de la fonction publique permet le recrutement d'agents non permanents pour cause d'accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Les postes non permanents à créer sont les suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Motif	Date de début	Date de fin	Echelon	Observations
1	EAU	Rédacteur	35/35	Modification durée du Contrat de projet	01/09/2024	31/08/2027	1er	2024-01-NP-04
1	URBANISME	Attaché	35/35	Prolongation Contrat de projet	01/12/2024	17/01/2027	1 ^{er}	2020-09-NP-10

Les postes permanents sont à créer :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Motif	Date de début	Observations
1	EAU	Adjoint administratif principal 2 ^e classe	35/35	Obtention concours	01/11/2024	2024-09-P-01
1	ACCUEIL	Adjoint administratif	35/35	Suite à départ	01/10/2024	2024-09-P-02
1	PERI CARSPACH	Animateur ppal 2 ^e me classe	35/35	Mutation – Directeur périscolaire	01/09/2024	2024-09-P-03
1	MA MHT	Adjoint technique	35/35	Pérennisation d'un poste	01/01/2025	2024-09-P-04
1	PISCINE TAGOLSHEIM	Educateur Principal des Activités Physiques et Sportives (ETPAS) 2 ^e me classe	35/35	Embauche d'un nouveau maître-nageur	01/12/2024	2024-09-P-05

Lors de sa séance du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs, comme proposé ci-dessus.

Il autorise son Président à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par le Code général de la fonction publique pour remplacer les agents momentanément indisponibles sur les postes créés ci-dessus.

Il autorise les agents nommés sur lesdits postes à percevoir des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires, hormis les catégories A.

Il décide d'inscrire les dépenses correspondantes, notamment salaires et frais de formation, au budget général et refacturées aux budgets concernés en fin d'année.

8. MISE EN ŒUVRE DES REVALORISATIONS SALARIALES EN VUE DU VERSEMENT DU BONUS « ATTRACTIVITE » PAR LA CAF

Le Président expose que le Conseil d'administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales a, le 3 avril 2024, décidé la création d'un bonus « attractivité » aux gestionnaires de crèches financées par la prestation de service unique, et ce, dans l'objectif de revaloriser les rémunérations des professionnels exerçant dans ces établissements de la petite enfance. Cette participation sera versée par les CAF localement.

Concrètement, les collectivités gestionnaires de crèches sont éligibles à cette aide de la CAF en contrepartie de la mise en œuvre d'une augmentation pérenne de 100 € nets mensuels minimum pour tous les agents exerçant en crèche, titulaires et contractuels. Cette mesure de revalorisation se caractérisera par une augmentation du RIFSEEP.

La participation annuelle de la CAF est calculée, pour chaque crèche, comme suit : 475 € x nombre de places x 12 mois.

Pour une année, en cas d'augmentation de la rémunération des agents concernés de 100 € nets par mois, le reste à charge pour la Communauté de Communes serait de 28 000 €. La participation de la CAF couvre en effet environ 66% de l'augmentation (salaire et charges).

La durée de l'engagement de la CAF est prévue jusqu'en 2027. Cela correspond à l'échéance de la Convention d'objectifs et de gestion de la branche famille au niveau nationale, engageant la CNAF.

Lors de sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la mise en œuvre, à compter du 1^{er} janvier 2025, des revalorisations salariales en vue du versement du bonus « attractivité » par le CA, telle que présentée ci-dessus.

Il autorise son Président à signer tous documents s'y rapportant.

9. DEMANDE DE CO FINANCEMENT LEADER

Le Président rappelle que les modalités de cofinancement de projets LEADER ont été approuvées lors du Conseil communautaire du 25 avril 2024. Dans ce cadre, un dossier de cofinancement a été déposé à ce jour par la Société d'Histoire du Sundgau.

La Société d'Histoire du Sundgau a comme projet de réaliser une série de clips vidéo « Repères du Sundgau » dans une démarche de promotion de l'histoire du Sundgau avec un angle digital. Ce projet permettra de faire découvrir le Sundgau par un voyage à travers le temps avec des éclairages ponctuels et des interventions d'historiens spécialisés basés sur des repères historiques visibles et des curiosités du passé. Il s'agit d'aborder pour la Société d'Histoire du Sundgau d'aborder de manière ludique et pédagogique les bases historiques et culturelles sundgauviennes en répondant aux codes des réseaux sociaux par une alternance de prises de vues, d'images en drone, d'interventions d'historiens avec des références documentaires.

Ce projet a été présenté dans le cadre du programme LEADER Sundgau 3 Frontières. Le montant total des financements publics sollicités s'élève à 45 000 €. La Communauté de Communes Sundgau est sollicitée en tant que co-financeur public par la Société d'Histoire du Sundgau après avoir échangé avec le GAL du Sundgau Trois Frontières à hauteur de 2 500 €.

Lors de sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le versement d'une subvention de 2 500 € à la Société d'Histoire du Sundgau pour son projet de réalisation de clips vidéo sous réserve de la validation de l'assiette éligible par le Comité de programmation LEADER du GAL Sundgau Trois Frontières.

Il dit que les subventions seront imputées au budget principal 2024, chapitre 65, article 6574, où les crédits nécessaires ont été inscrits sous la dénomination « enveloppe LEADER ».

10. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE 2023

Le Président rappelle qu'en vertu de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il lui appartient de présenter pour l'exercice 2023 un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable.

Il appartient à chaque maire de présenter également ce rapport à son conseil municipal dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Ce rapport annuel sera mis, par ailleurs, à la disposition du public à la Communauté de communes. Le public sera avisé par le Président de la Communauté de communes de cette mise à disposition par voie d'affichage.

Les données de ce rapport seront disponibles sur l'observatoire national des données sur les services de l'eau potable et de l'assainissement.

Lors de sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, prend acte de la présentation du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable.

11. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT 2023

Le Président rappelle qu'en vertu de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il lui appartient de présenter pour l'exercice 2023 un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement.

Il appartient à chaque maire de présenter également ce rapport à son conseil municipal dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Ce rapport annuel sera mis, par ailleurs, à la disposition du public à la Communauté de communes. Le public sera avisé par le Président de la Communauté de communes de cette mise à disposition par voie d'affichage. Les données de ce rapport seront disponibles sur l'observatoire national des données sur les services de l'eau potable et de l'assainissement.

Lors de sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, prend acte de la présentation du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement.

12. DEBAT ET RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS - SECTEUR ILLFURTH

Le Président rappelle que la loi Climat et résilience du 22 août 2021 a institué la nécessité pour les territoires de réaliser un bilan foncier triennal. Ce bilan a pour objet de dresser un observatoire local de l'état de l'artificialisation des sols par période de 3 ans, avec comme objectif de fond la réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers en phase avec la zéro artificialisation nette à l'horizon 2050.

La première édition du bilan foncier triennal doit être réalisée en 2024. L'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixe les modalités de mise en place du bilan foncier. Aussi, celui-ci doit être réalisé par le Maire ou le Président d'un EPCI couvert par un document d'urbanisme. Il revient ainsi à la CCS de réaliser le bilan à l'échelle des communes couvertes par un PLUi.

La CCS a suivi une méthodologie basée sur l'analyse des permis de construire sur la période 2021-2023 afin d'étudier la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF). Les données ont été produites à l'échelle de chaque commune du territoire du Secteur d'Illfurth. La synthèse de ces éléments permet d'identifier les principaux éléments suivants :

- Les permis situés en dents creuses ou en extension de l'enveloppe urbaine des communes représentent 13,9 ha de surface sur la période d'étude. La part de ces permis étant au stade de travaux débutés ou terminés est de 63 % (le solde concerne les permis autorisés mais dont les travaux n'ont pas débuté, ils n'impliquent pas de consommation réelle d'espaces NAF sur la période 2021-2023).
- Cette surface représente 0,17 % du territoire du secteur d'Illfurth qui ont été consommés sur la période donnée.
- La consommation réelle des espaces NAF représente un rythme de consommation de 3,10 ha par an entre 2021 et 2023, soit une baisse en comparaison de la période 2012-2021 dont le rythme moyen annuel était de 3,97 ha.

Le rapport en annexe de la délibération développe de manière complète les données partiellement exprimées ci-dessus.

Conformément au CGCT, il revient donc au Président de présenter le rapport et de le porter au débat du Conseil communautaire avant de proposer d'approuver le bilan foncier triennal du secteur d'Illfurth.

Dans sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil à l'unanimité, approuve la présentation du bilan foncier triennal de consommation d'espaces NAF sur le territoire du Secteur d'Ilfurth.

Il décide de valider le rapport relatif à l'artificialisation des sols du territoire du Secteur d'Ilfurth. Il dit que le rapport sera publié dans les conditions prévues à l'article L.2231-1 du CGCT.

Il dit que ce rapport et la délibération seront transmis dans un délai de quinze jours aux maires des communes concernées, au Président du Conseil régional, aux Préfets de la région Grand Est et du Haut-Rhin et au Président de l'établissement public en charge du SCoT.

Arrivée de Madame Isabelle PI-JOCQUEL

13. DEBAT ET RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS - SECTEUR ALTKIRCH

Le Président rappelle que la loi Climat et résilience du 22 août 2021 a institué la nécessité pour les territoires de réaliser un bilan foncier triennal. Ce bilan a pour objet de dresser un observatoire local de l'état de l'artificialisation des sols par période de 3 ans, avec comme objectif de fond la réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers en phase avec la zéro artificialisation nette à l'horizon 2050.

La première édition du bilan foncier triennal doit être réalisée en 2024. L'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixe les modalités de mise en place du bilan foncier. Aussi, celui-ci doit être réalisé par le Maire ou le Président d'un EPCI couvert par un document d'urbanisme. Il revient ainsi à la CCS de réaliser le bilan à l'échelle des communes couvertes par un PLUi.

La CCS a suivi une méthodologie basée sur l'analyse des permis de construire sur la période 2021-2023 afin d'étudier la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF). Les données ont été produites à l'échelle de chaque commune du territoire du Secteur d'Altkirch. La synthèse de ces éléments permet d'identifier les principaux éléments suivants :

- Les permis situés en dents creuses ou en extension de l'enveloppe urbaine des communes représentent 11,8 ha de surface sur la période d'étude. La part de ces permis étant au stade de travaux débutés ou terminés est de 69 % (le solde concerne les permis autorisés mais dont les travaux n'ont pas débuté, ils n'impliquent pas de consommation réelle d'espaces NAF sur la période 2021-2023).
- Cette surface représente 0,12 % du territoire du secteur d'Altkirch qui ont été consommés sur la période donnée.
- La consommation réelle des espaces NAF représente un rythme de consommation de 2,71 ha par an entre 2021 et 2023, soit une légère augmentation en comparaison de la période 2009-2018 dont le rythme moyen annuel était de 2,14 ha. Cette augmentation est liée à un mode de calcul différent et est à nuancer.

Le rapport en annexe de la délibération développe de manière complète les données partiellement exprimées ci-dessus.

Conformément au CGCT, il revient donc au Président de présenter le rapport et de le porter au débat du Conseil communautaire avant de proposer d'approuver le bilan foncier triennal du secteur d'Altkirch.

Dans sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la présentation du bilan foncier triennal de consommation d'espaces NAF sur le territoire du Secteur d'Altkirch.

Il décide de valider le rapport relatif à l'artificialisation des sols du territoire du Secteur d'Altkirch. Il dit que le rapport sera publié dans les conditions prévues à l'article L.2231-1 du CGCT.

Il dit que ce rapport et la délibération seront transmis dans un délai de quinze jours aux maires des communes concernées, au Président du Conseil régional, aux Préfets de la région Grand Est et du Haut-Rhin et au Président de l'établissement public en charge du SCoT.

DEBAT ET RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS SECTEUR - ILL ET GERSBACH

Le Président rappelle que la loi Climat et résilience du 22 août 2021 a institué la nécessité pour les territoires de réaliser un bilan foncier triennal. Ce bilan a pour objet de dresser un observatoire local de l'état de l'artificialisation des sols par période de 3 ans, avec comme objectif de fond la réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers en phase avec la zéro artificialisation nette à l'horizon 2050.

La première édition du bilan foncier triennal doit être réalisée en 2024. L'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixe les modalités de mise en place du bilan foncier. Aussi, celui-ci doit être réalisé par le Maire ou le Président d'un EPCI couvert par un document d'urbanisme. Il revient ainsi à la CCS de réaliser le bilan à l'échelle des communes couvertes par un PLUi.

La CCS a suivi une méthodologie basée sur l'analyse des permis de construire sur la période 2021-2023 afin d'étudier la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF). Les données ont été produites à l'échelle de chaque commune du territoire Ill et Gersbach. La synthèse de ces éléments permet d'identifier les principaux éléments suivants :

- Les permis situés en dents creuses ou en extension de l'enveloppe urbaine des communes représentent 18,4 ha de surface sur la période d'étude. La part de ces permis étant au stade de travaux débutés ou terminés est de 60 % (le solde concerne les permis autorisés mais dont les travaux n'ont pas débuté, ils n'impliquent pas de consommation réelle d'espaces NAF sur la période 2021-2023).
- Cette surface représente 0,19 % du territoire du secteur Ill et Gersbach qui ont été consommés sur la période donnée.
- La consommation réelle des espaces NAF représente un rythme de consommation de 3,68 ha par an entre 2021 et 2023, soit une baisse en comparaison de la période 2012-2021 dont le rythme moyen annuel était de 4,98 ha.

Le rapport en annexe de la présente délibération développe de manière complète les données partiellement exprimées ci-dessus.

Conformément au CGCT, il revient donc au Président de présenter le rapport et de le porter au débat du Conseil communautaire avant de proposer d'approuver le bilan foncier triennal du secteur Ill et Gersbach.

Dans sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la présentation du bilan foncier triennal de consommation d'espaces NAF sur le territoire Ill et Gersbach.

Il décide de valider le rapport relatif à l'artificialisation des sols du territoire Ill et Gersbach. Il dit que le rapport sera publié dans les conditions prévues à l'article L.2231-1 du CGCT.

Il dit que ce rapport et la délibération seront transmis dans un délai de quinze jours aux maires des communes concernées, au Président du Conseil régional, aux Préfets de la région Grand Est et du Haut-Rhin et au Président de l'établissement public en charge du SCoT.

14. MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME D'OLTINGUE : DECISION DE REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le Président expose que, par arrêté du 15 mai 2024, la Communauté de Communes Sundgau a engagé la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Oltingue. Cette modification a pour objectif de faire évoluer le zonage sur des parcelles UE situées au nord de la commune dans le but de permettre l'établissement d'un pôle scolaire et périscolaire en place d'une friche économique.

Le dossier de modification simplifiée a été soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale afin qu'elle en porte examen au cas par cas et qu'elle conclue sur la nécessité ou non pour la Communauté de Communes de produire une évaluation environnementale sur le projet de modification.

Dans son avis conforme rendu le 15 juillet 2024, la MRAE a conclu que le projet de modification simplifiée du PLU est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine. De ce fait, la MRAE soumet le projet de modification du PLU à évaluation environnementale.

Conformément au code de l'urbanisme et notamment de ses articles R.104-33 et R.104-37, il appartient à la Communauté de communes Sundgau de prendre une décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale, selon l'avis de la MRAE.

Il sera également proposé les modalités de concertation préalable du public. Celui-ci est associé à l'élaboration du projet durant la durée d'élaboration de la modification conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

Lors de sa réunion du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de réaliser une évaluation environnementale sur le projet de modification du PLU d'Oltingue, conformément à l'avis de la MRAE.

Il dit que les modalités de concertation préalable du public suivantes sont également mises en place dans le but d'associer le public au projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Oltingue, conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme. Le dossier de modification simplifiée du PLU est consultable en version papier au siège de la Communauté de communes Sundgau à Altkirch. Un registre de concertation est disponible au siège de la Communauté de communes Sundgau à Altkirch dans lequel le public peut venir consigner des observations durant les jours et heures habituelles d'ouverture au public. Le dossier est également consultable en version numérique sur le site internet de la CCS : cc-sundgau.fr, et des observations peuvent être formulées par mail à urbanisme@cc-sundgau.fr. Ces observations seront versées au registre de concertation du public et accessible au public.

15. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE ET D'ELIMINATION DES DECHETS 2023

En vertu de l'article D.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Président de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, au plus tard dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Ce rapport contient les indicateurs relatifs aux différentes collectes réalisées de porte à porte, ordures ménagères, recyclables et biodéchets, en apport volontaire, emballages en verre, déchets verts et déchèteries, et au traitement de ces déchets.

Les communes membres de la communauté de communes seront destinataires du rapport annuel adopté en conseil communautaire, et devront en faire communication auprès de leurs conseils municipaux.

Par ailleurs, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public au siège de la communauté de communes. Le public sera avisé par le Président de cette mise à disposition par voie d'affichage.

Monsieur Philippe WAHL demande des précisions quant au devenir des quais à déchets verts dans certaines communes.

Monsieur Bertrand IVAIN rappelle l'objectif de réduire au maximum les coûts de traitement des déchets verts et propose une réunion avec l'ensemble des élus de la Communauté de communes pour échanger et trouver la meilleure solution à la problématique. Il précise qu'aucune décision ne sera prise sans la validation des maires.

Lors de sa séance du 5 septembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, prend acte de la présentation du rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

16. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL

DECISIONS DU BUREAU

BUREAU DU 11 JUILLET 2024

DCB-018-2024 Rénovation énergétique du siège : attribution des marchés de travaux. Le Bureau a décidé d'attribuer les marchés comme suit :

Lot - désignation	Attributaire	Montant HT
Lot n°1 – Voirie et Réseaux Divers	TPV	65 577,80 €
Lot n°2 – Gros-Œuvre	ALTKIRCH CONSTRUCTION	69 165,60 €
Lot n°3 - Charpente	ARKEDIA	196 724, 80 €
Lot n°4 - Couverture	Infructueux	
Lot n°5 – Menuiseries extérieures	NORBA ALSACE	436 408 €
Lot n°6 – Isolation Thermique Extérieure	PAINT CONCEPT	310 465,56 €
Lot n°7 - Echafaudages	ECHAPRO	36 517,11 €
Lot n°8 – Métallerie - Serrurerie	GIAMBERINI	10 432,50 €
Lot n°9 - Peinture	LE PEINTURES REUNIES	14 821,40 €
Lot n°10 – Plâtrerie – Faux Plafonds – Isolation Intérieure	WEREY PLATRE	243 889,18 €
Lot n°11 – Menuiseries Intérieures	GIAMBERINI	40 730 €
Lot n°12 – Carrelage et Faïences	MULTISOLS	5 620 €
Lot n°13 – Chauffage – Ventilation - Sanitaire	MULLER CLIMATISATION	468 604,38 €
Lot n°14 - Electricité	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES ALSACE FRANCHE-COMTE	156 916,20 €
Lot n°15 – Gestion Technique des Installations	DAE	89 631 €

Il a approuvé les termes des marchés à conclure à cet effet et a autorisé à son Président à signer ces marchés et tous actes s'y rapportant.



DCB-019-2024 Construction d'un accueil de loisir sans hébergement à Oltingue : attribution du marché de maîtrise d'œuvre. Le Bureau a décidé d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un groupe scolaire à Oltingue à l'équipe représentée par FACTORY ARCHITECTURES pour un montant prévisionnel 303 738 € HT (364 485,60 € TTC), le forfait de rémunération étant de 13,80 %. Le marché comporte les missions complémentaires suivantes :

- SSI : 2 500 € HT (3 000 € TTC) ;
- Calcul RE2020 Energie : 1 200 € HT (1 440 € TTC) ;
- Calcul Analyse du cycle de vie : 4 500 € HT (5 400 € TTC).

Il a approuvé les termes du marché de maîtrise d'œuvre à conclure à cet effet et a autorisé son Président à signer ce marché ainsi que tous actes s'y rapportant.

DCB-020-2024 Autorisation au Président à signer le marché de location de minibus. Le Bureau a décidé d'autoriser son Président à signer le marché de location de minibus attribué à DIAC LOCATION en co-traitance avec l'entreprise GARAGE FRITSCH pour un montant annuel de 149 324,40 € TTC pendant 3 ans.

DCB-021-2024. Attribution du marché de travaux d'assainissement rue principale à RUEDERBACH. Le Bureau a décidé d'attribuer le marché pour les travaux d'assainissement rue Principale à Ruederbach à l'entreprise SADE pour un montant de 695 805,80 € HT, soit 834 966,96 € TTC. Il a approuvé les termes du marché à conclure à cet effet et a autorisé à son Président à signer ce marché et tous actes s'y rapportant.

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2024

DCB-022-2024 Vote d'un emprunt pour le budget annexe assainissement. Le Bureau a décidé, pour le financement des travaux d'assainissement, de réaliser auprès de la Caisse des dépôts et consignations un Contrat de Prêt pour un montant total de 2 000 000 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Ligne du Prêt

Ligne du Prêt : Aqua Prêt

Montant : 2 000 000 euros

Durée de la phase de préfinancement : 3 mois

Durée d'amortissement : 40 ans

Périodicité des échéances : Trimestrielle

Taux d'intérêt annuel fixe : 3,47 %

Ce taux d'intérêt, actualisé mensuellement par la Caisse des Dépôts, est compris entre un plancher de 0% et un plafond de 6,72 % et est donc susceptible de varier jusqu'à l'émission du contrat. En conséquence, le taux effectivement appliqué sera celui en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt.

Amortissement : Déduit (échéances constantes)

Absence de mobilisation de la totalité du montant du Prêt : autorisée moyennant le paiement d'une pénalité de dédit de 1% et d'une indemnité actuarielle calculées sur le montant non mobilisé à l'issue de la phase de mobilisation

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Typologie Gissler : 1A

Commission d'instruction : 0.06 % (6 points de base) du montant du prêt

DCB-023-2024 Construction d'un pôle scolaire et d'un accueil de loisirs sans hébergement à Ferrette : conclusion d'un avenant 2 au lot 16 - chape. Le Bureau a décidé de conclure un avenant n°2 au lot 16 Chape avec l'entreprise POLYCHAPE 2 201,76 € HT, soit 2 642,11 € TTC, adopté en raison de circonstances imprévisibles visées à l'article R2194-5 du code de la commande publique.

Il a approuvé les termes de l'avenant à conclure à cet effet et a autorisé son Président à signer cet avenant et tous actes s'y rapportant.

DCB-024-2024 Conclusion d'un avenant n°3 au marché de livraison de repas des accueils de loisirs sans hébergement. Le Bureau a décidé de conclure un avenant n°3 au marché de livraison de repas avec l'entreprise API CUISINIERS D'ALSACE ayant pour objet de substituer le lieu de livraison initialement prévu à LIEBSDORF par l'accueil de loisirs de COURTAVON avec effet au 22 juillet 2024.

Il a approuvé les termes de l'avenant à conclure à cet effet et a autorisé son Président à signer cet avenant et tous actes s'y rapportant.

DCB-025-2024 Gymnase intercommunal à Ferrette : Fixation d'un tarif en cas de perte d'un badge d'accès. Le Bureau a décidé d'appliquer le tarif de 10 € pour toute demande supplémentaire de badge à compter de la mise en place du contrôle d'accès au gymnase à Ferrette.

DECISIONS DU PRESIDENT

N°	DATE	OBJET
DCP-008-2024	02/07/2024	Conclusion d'une convention de servitude avec M. WERLE et Mme KOLIBABKA, domiciliés au 5 rue de l'Illberg à 68118 HIRTZBACH

17. DIVERS

- Syndicat d'eau de Heimsbrunn et environs

Le Président fait part de la dissolution prochaine du SIAEP de Heimsbrunn et environs. En effet, à la suite d'un audit qui a révélé un certain nombre de dysfonctionnements. Ainsi, à l'occasion d'une récente réunion du comité syndical, il a été unanimement demandé que les membres, la CCS et la M2A, demandent la dissolution du syndicat auprès du Préfet. Cela fera l'objet d'une délibération lors du prochain Conseil communautaire.

La dissolution serait effective pour le 1^{er} janvier 2026.

- Rentrée 2024-25 dans les périscolaires

Le Président rappelle la difficulté rencontrée chaque année au moment de la rentrée scolaire avec des inscriptions tardives dans les périscolaires de la CCS, de nombreux enfants à accueillir ce qui génère des tensions au niveau des places disponibles. Les services de la CCS font au mieux pour répondre aux demandes en fonction des moyens disponibles.

- Communication

Le Président informe les membres du Conseil du tournage d'un film de promotionnel présentation du territoire. Ce film permettra de promouvoir l'attractivité du Sundgau tant au niveau de potentiels investisseurs qu'auprès des nouveaux arrivants.

- Réunion du SIVOM de la région mulhousienne

Monsieur Bertrand IVAIN rappelle la tenue de la prochaine réunion du conseil syndical du SIVOM de la région mulhousienne, dont la CCS est membre pour une partie de son territoire, le 17 octobre prochain à Altkirch et invite les élus à y participer activement pour clairement exprimer la détermination de la CCS à sortir du SM4 pour adhérer complètement au SIVOM.

- Effectifs scolaires

Monsieur Jean-Marie FREUDENBERGER fait état d'un rapport de l'Inspection de l'Education Nationale sur la baisse démographique dans les années à venir et par conséquent des effectifs scolaires et des fermetures de classe à envisager.

Le Président précise que ces informations sont, par exemple, à prendre en compte pour ne pas se lancer trop rapidement dans des extensions de périscolaires par manque de place aujourd'hui et se retrouver avec des structures trop grandes à l'avenir. Il est préférable de trouver des solutions temporaires d'accueil entre communes.

- Plan de sauvegarde communal (PCS)

Monsieur Olivier PFLIEGER rappelle l'importance de transmettre le plan de sauvegarde communal aux services de la CC Sundgau et plus particulièrement le recensement des moyens et le recensement humain. Il rappelle l'obligation par décret d'établir ce document à l'échelle intercommunale afin d'assurer la gestion des crises, d'organiser la coordination et la solidarité intercommunale.

- Forum sur la santé mentale

Monsieur Aurelio TOLOSA rappelle le 2^{ème} Forum sur la santé mentale qui aura lieu le 11 octobre prochain à Altkirch et Hirsingue. Plusieurs temps forts sont à retenir avec des conférences, des ateliers, la rencontre avec Camille LACOURT, multiple champion du monde en natation qui fera part de son expérience passée au sujet de la dépression qu'il a traversé.

- Détermination du lieu de la prochaine séance

Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Le Conseil, à l'unanimité, donne mandat au Président pour fixer le lieu de la prochaine séance du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 20h50.

Altkirch, le 4 octobre 2024

Le Président
Gilles FREMIOT



Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance

